



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Mission permanente de la Suisse
auprès des Nations Unies à New York

Permanent Mission of Switzerland to the
United Nations in New York

Seul le texte prononcé fait foi

64^{ème} session de l'Assemblée générale

Première Commission

Débat général

**Déclaration
de**

**S.E. M. Anton Thalmann
Secrétaire d'Etat adjoint et Directeur politique adjoint
Département fédéral des Affaires étrangères**

New York, le 5 octobre 2009

Check against delivery

64th session of the General Assembly

First Committee

General debate

**Statement
by**

**H.E. Mr. Anton Thalmann
Deputy State Secretary and Political Director
Federal Department of Foreign Affairs**

New York, 5 October 2009

Monsieur le Président,

Je souhaite tout d'abord vous féliciter de votre élection à la présidence de la Première Commission et vous assurer du plein soutien de ma délégation. La Suisse est convaincue que l'amélioration du climat dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération se reflétera dans nos prochaines discussions. Ma délégation espère que l'existence d'un environnement plus constructif permettra d'obtenir des résultats tangibles et trouvera son expression, entre autres, dans l'adoption d'un nombre croissant de résolutions par consensus.

Monsieur le Président,

La session annuelle de la Première Commission a lieu à un moment où des événements encourageants inspirent espoir et motivation à la communauté du désarmement. Je souhaiterais citer à ce titre plusieurs développements positifs.

Au mois d'avril dernier, les Présidents Obama et Medvedev ont donné un signal encourageant en publiant à Londres une déclaration conjointe engageant leurs deux pays à instaurer un monde dénucléarisé, en commençant par des réductions dans leurs propres arsenaux. La Suisse espère que les négociations de suivi du Traité START donneront lieu à un nouvel accord historique sur une diminution marquée des armes stratégiques.

Au niveau multilatéral, nous avons assisté à une amélioration sensible du climat général lors de la 3^{ème} session du Comité préparatoire de la Conférence d'examen du Traité de non-prolifération des armes nucléaires de 2010. Un accord a été rapidement trouvé sur les questions de procédures et les Etats ont été très proches d'adopter un ensemble complet de recommandations pour la prochaine Conférence d'examen.

La Conférence du désarmement de Genève a approuvé un programme de travail pour la première fois depuis douze ans. Aucune délégation n'a émis d'objection au lancement de négociations sur un traité interdisant les matières fissiles afin de combattre la prolifération nucléaire et d'œuvrer en faveur du désarmement.

Enfin, au cours de l'année écoulée, un certain nombre de propositions et de plans visant à faire progresser l'agenda de désarmement ont été lancés par divers Etats ou acteurs internationaux et personnages politiques de premier plan. Ces initiatives ont reçu un ample

soutien de la société civile, laquelle appelle à des actions décisives vers l'élimination complète des armes nucléaires.

Monsieur le Président,

Nous nous félicitons de cette évolution encourageante et partageons les attentes considérables suscitées par ce nouvel élan. Mais ma délégation perçoit aussi les défis d'envergure qui accompagnent une telle haute conjoncture. Si les déclarations et les bonnes intentions sont nécessaires pour instaurer une atmosphère positive, elles ne suffisent pas à elles seules pour faire progresser l'agenda du désarmement. S'impose dès lors le lancement de véritables actions. D'une part, cela implique l'obligation pour les pays dotés de l'arme nucléaire de s'acquitter de leurs engagements en matière de désarmement. Et, d'autre part, cela implique l'obligation pour tous les Etats de respecter leurs engagements en matière de non-prolifération, de coopérer pleinement avec l'AIEA et de contribuer par toutes leurs actions à l'instauration d'un environnement sûr et stable.

Des avancées dans des domaines clés seront d'une importance particulière afin de permettre à l'agenda du désarmement et de la non-prolifération d'aller de l'avant.

Premièrement, il est absolument crucial que la Conférence d'examen du TNP de 2010 se montre à la hauteur de nos attentes. Deuxièmement, la session de 2010 de la Conférence du désarmement (CD) doit mettre à profit les développements positifs survenus cette année. Troisièmement, des progrès devront être accomplis quant à l'entrée en vigueur du TICE. Et, quatrièmement, les réductions quantitatives des arsenaux nucléaires devront être accompagnées de développements positifs d'ordre qualitatif. Cela inclut, par exemple, la réalisation de progrès concernant la réduction du rôle de l'arme nucléaire dans les doctrines nationales ou sur la question de la diminution du niveau d'alerte de ces armes. La délégation suisse reviendra de manière plus détaillée sur ces thématiques ainsi que sur d'autres sujets dans le cadre du débat thématique sur les armes nucléaires.

Monsieur le Président,

Si les armes nucléaires confrontent la communauté internationale à des défis d'envergure, les questions liées aux armes classiques requièrent elles aussi notre entière attention. Je souhaiterais, dans ce domaine, évoquer quelques éléments d'importance particulière.

L'année 2009 marque le dixième anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, année pendant laquelle la Suisse a eu l'honneur d'assumer la présidence de ce Traité. Le succès global de cet instrument se manifeste clairement par l'observation même en dehors du cadre de la Convention de ses normes strictes contre l'utilisation des mines terrestres antipersonnel et leurs effets indiscriminés. L'approche de la seconde Conférence d'examen, à savoir le Sommet de Carthagène sur un monde exempt de mines, donne aux Etats parties l'occasion de reconfirmer leur engagement en faveur de l'abolition de ces armes. Les Etats qui n'y ont pas encore souscrit disposent, quant à eux, d'une nouvelle occasion de clarifier leur position et nous les encourageons en outre à participer en tant qu'observateurs au Sommet pour un monde exempt de mines. Nous souhaitons également appeler ces Etats à approuver la résolution intitulée « Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction ».

Dans le sillage du succès remporté dans la lutte contre les mines antipersonnel, une interdiction stricte des armes à sous-munitions a été approuvée l'année dernière à Dublin dans la Convention sur les armes à sous-munitions (CASM). Pendant que mon pays s'attache aux travaux de ratification de cet instrument et se prépare à s'acquitter des engagements de base de la CASM, il étudie les meilleurs moyens de soutenir sa mise en œuvre. La Suisse estime qu'il est important de s'appuyer sur les expériences passées et espère que la première rencontre des Etats parties en République démocratique populaire du Laos permettra la création des structures nécessaires à la mise en œuvre des dispositions de la CASM.

S'agissant encore des armes à sous-munitions, nous avons soigneusement analysé les résultats du Groupe d'experts gouvernementaux établi dans le cadre de la Convention sur l'interdiction de certaines armes classiques (CCAC). Nous saluons l'attitude positive des participants à ce processus ardu et prenons bonne note de la disposition des utilisateurs et des producteurs à s'accorder sur une norme pour les armes à sous-munitions dans la CCAC. Nous ne sommes cependant pas certains que le dernier texte en date présenté par le Président ait la robustesse nécessaire pour traiter les préoccupations d'ordre humanitaire que nul ne saurait ignorer aujourd'hui. Bien qu'un compromis satisfaisant reste encore à trouver, nous sommes néanmoins d'avis qu'il est possible d'intégrer dans le cadre de la CCAC un instrument complémentaire sur les armes à sous-munitions.

Monsieur le Président,

Pour conclure, nous saisissons l'occasion qui nous est donnée ici d'attirer votre attention sur le rapport du Secrétaire général des Nations Unies intitulé « Promotion du développement par le biais de la réduction et de la prévention de la violence armée » (A/64/228). Nous souhaitons remercier le Secrétaire général pour son rapport exhaustif qui examine les différents aspects de la relation entre la violence armée et le développement, et qui identifie la violence armée comme étant un problème émergent portant atteinte au développement et à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Avec d'autres Etats d'optique commune, la Suisse continue de déployer des efforts considérables dans le cadre du processus de la Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement afin d'arriver à une meilleure reconnaissance de l'impact négatif de la violence armée sur le développement. De ce fait, elle souhaite inviter les Etats membres à participer activement au processus de suivi du rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale.

Je vous remercie.

Mr. Chairman,

I would like to begin by congratulating you on your election to chair this Committee and to assure you of the full support of my delegation. Switzerland is confident that the improved atmosphere now apparent in the field of disarmament and non-proliferation will be mirrored in our forthcoming discussions. My delegation hopes that a more forward-looking mood will lead to tangible results and will, inter alia, be reflected by an increased number of consensus resolutions.

Mr. Chairman,

The yearly session of the First Committee comes at a time when the disarmament community is gaining hope and inspiration from encouraging events. I wish to highlight several positive developments.

In April this year, Presidents Obama and Medvedev have set a positive tone by issuing a joint statement in London committing their "two countries to achieving a nuclear weapons free world," beginning with reductions in their own arsenals. Switzerland hopes that the START-follow-on negotiations will result in a new landmark agreement on deep cuts in strategic arms.

At the multilateral level, we witnessed a significantly improved atmosphere at the 3rd session of the Preparatory Committee for the 2010 Review Conference of the Nuclear Non-Proliferation Treaty. Procedural matters could be agreed upon swiftly and States came close to adopting a comprehensive set of recommendations for the upcoming Review Conference.

The Geneva Conference on Disarmament adopted a work programme for the first time in 12 years. Not a single delegation objected to the beginning of negotiations on a treaty banning fissile material in order to combat nuclear proliferation and work towards disarmament.

Finally, a number of proposals and plans for moving the disarmament agenda forward have also been put forth over the past year by individual States or key international actors and statesmen. These initiatives have generated widespread support by civil society calling for radical steps towards global zero.

Mr. Chairman,

We welcome these encouraging developments and share the high expectations this new momentum has created. But my delegation also sees the great challenges that come along with such a window of opportunity. While words and good intentions are needed to create a positive atmosphere, they alone will not move the disarmament agenda forward. Real action is needed. It implies, for the nuclear-weapon States, compliance with their disarmament obligations. And it implies for all States to respect their non-proliferation obligations, to cooperate fully with the IAEA and to contribute, through all their actions, to a secure and stable environment.

Progress in some key areas will be of particular importance to enable the disarmament and non-proliferation agenda to move forward.

Firstly, it is absolutely crucial that the 2010 Review Conference of the Nuclear Non-proliferation Treaty live up to expectations. Secondly, the 2010 session of the Conference on Disarmament (CD) will need to build on the positive developments that took place this year. Thirdly, progress will have to be made towards the entry into force of the CTBT. And, fourthly, quantitative cuts in nuclear arsenals will have to be accompanied by positive developments of a qualitative nature. This includes, for instance, progress concerning the lessening of the role of nuclear weapons in national doctrines or on the question of the reduction of the alert level of nuclear weapons. I shall come back in greater details on these and other issues in the framework of the thematic debate on nuclear weapons.

Mr. Chairman,

If nuclear weapons pose great challenges to the world community, the issues raised by conventional weapons also deserve our full attention. In this area, I would like to stress a few elements of particular significance.

2009 marks the tenth anniversary of the entry into force of the Antipersonnel Landmine Convention and Switzerland had the honour of presiding over this Treaty this year. The global success of this instrument is clearly apparent by the compliance with its strong norms against antipersonnel landmines and their indiscriminate effects even beyond the Convention. As we approach the Second Review Conference, the Cartagena Summit on a

Mine-Free World, States Parties have the opportunity to reconfirm their commitment to this unique ban. States that have not yet acceded to the Treaty get a new opportunity to clarify where they stand and we encourage them to participate in the Summit for a Mine Free World as observers. We would also like to call upon these States to approve the resolution entitled "Implementation of the Convention on the Prohibition of the Use, Stockpiling, Production and Transfer of Anti-personnel Mines and on their Destruction".

Inspired by the successful fight against anti-personnel mines, a strong prohibition of cluster munitions was agreed last year in Dublin in the form of the Convention on Cluster Munitions (CCM). While my country works towards ratifying this instrument and prepares to fulfil the basic obligations of the CCM, it reflects on the best ways to support its implementation. We believe it is important to build on past experiences and hope that the first meeting of States Parties in Lao PDR will be able to set up the structures needed for the implementation of the CCM's provisions.

Also with regard to cluster munitions, we have carefully analysed the results of the Group of Governmental Experts established within the framework of the Convention on Certain Conventional Weapons (CCW). We welcome the positive attitude shown by participants in this difficult process and take good note of the willingness of users and producers to agree on a standard for cluster munitions in the CCW. However, we are not convinced that the latest text presented by the chairman is strong enough to address the now well-known humanitarian concerns. We realise that a satisfactory compromise has yet to be found, but believe nonetheless that the establishment of a complementary instrument on cluster munitions within the framework of the CCW is possible.

Mr. Chairman,

To conclude, we take this opportunity to draw your attention to the report of the UN Secretary-General entitled "Promoting development through the reduction and prevention of armed violence" (A/64/228). We would like to thank the Secretary-General for his comprehensive report that examines different aspects of the relationship between armed violence and development, and identifies armed violence as an emerging problem that undermines development and constitutes an impediment to the achievement of the Millennium Development Goals. Together with other like-minded States, Switzerland continues to deploy great efforts within the framework of the Geneva Declaration on Armed Violence and Development process to achieve a greater recognition of the negative impact of armed violence on development. Thus, Switzerland would like to invite Member States to

actively participate in the follow-up that will be given to the Secretary-General's report in the General Assembly.

Thank you.